



## Convention de partenariat 2021-2023

Entre La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas  
et l'ADEUPa Brest-Bretagne

### PREAMBULE

L'Etat, le conseil régional de Bretagne, le conseil départemental du Finistère,

Brest Métropole, les communautés de Communes du Pays de Brest, le pôle métropolitain  
du Pays de Brest,

Morlaix Communauté, Lannion Trégor Communauté, Guingamp-Paimpol Agglomération,  
Saint-Brieuc Armor Agglomération, la communauté de communes du Pays de Landivisiau  
et Leff Armor communauté

Les pôles d'équilibre territoriaux du Pays du Centre Ouest Bretagne, du Pays de Morlaix  
et du Pays de Guingamp

...

Sont les principaux membres de l'agence d'urbanisme de Brest-Bretagne – appelée ci-  
après dénommée l'ADEUPa – créée sous forme d'association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet  
1901, ainsi que le prévoit le Code de l'Urbanisme (art.L 121-3).

L'ADEUPa se positionne comme plateforme de coopération territoriale au service des  
acteurs publics de l'Ouest breton. Elle propose à ses membres :

- > de se situer dans un monde qui change, par ses observatoires,
- > de préparer l'avenir, par ses études et l'appui aux démarches de planification,
- > de partager la connaissance des territoires, par la diffusion de ses travaux, de ses  
données et l'animation d'échanges.

L'ADEUPa mène ses missions dans l'intérêt commun de ses membres.

Par leurs subventions, les membres de l'ADEUPa financent un programme de travail partenarial. Ce programme contribue à forger une culture commune et rend possible l'élaboration de projets partagés.

L'assemblée générale de l'ADEUPa du 8 octobre 2020 a approuvé le programme partenarial cadre 2021-2023 qui définit 5 axes de travail :

- > comprendre et anticiper l'évolution des modes de vie
- > explorer de nouveaux modèles économiques, dans le contexte de transition écologique
- > penser l'évolution des espaces
- > accompagner les évolutions institutionnelles
- > construire collectivement l'avenir d'un ouest breton inventif et attractif

La présente convention précise les modalités de partenariat pour la période 2021-2023 entre :

- > La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, représentée par son Président, Patrick Leclerc,

Et

- > L'Agence d'Urbanisme de Brest-Bretagne, Ci-après dénommée l'ADEUPa, Association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé 18 rue Jean Jaurès à Brest, représentée par son Président, François Cuillandre

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention :

- l'ADEUPa s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme partenarial cadre 2021-2023 joint en annexe et décliné chaque année dans un programme de travail approuvé par son conseil d'administration. L'ADEUPa s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre du programme partenarial cadre et des programmes de travail annuels ;
- La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre du programme partenarial cadre de l'ADEUPa et ses déclinaisons annuelles.

## **ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, sous réserve de la production par l'ADEUPa des documents mentionnés à l'article 6.

## **ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE PAIEMENT**

Les charges de l'agence d'urbanisme sont assumées par ses membres grâce à l'apport de leurs subventions. Le concours la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas ainsi que les subventions de l'Etat et des autres membres contribuent à assurer l'équilibre budgétaire de l'ADEUPa

Au regard de l'intérêt qu'elle porte à la mise en œuvre du programme partenarial cadre et sa déclinaison annuelle la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas apporte son concours financier à l'Agence.

Le montant de référence du soutien financier de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas à l'ADEUPa est de 1 € par an et par habitant. Ce montant peut faire l'objet d'une majoration au regard de l'intérêt particulier que la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas porte à l'exécution de travaux inscrits au programme de travail partenarial.

Le montant du soutien financier de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas à l'ADEUPa pour l'année 2021 est de **48 743 €**.

Le montant du soutien financier pour les années 2022 et 2023 sera précisé par avenant.

La subvention est réglée en une fois, sur présentation d'une demande de versement par l'ADEUPa.

## **ARTICLE 4 – DOMICILIATION DES PAIEMENTS**

Sous réserve du respect par l'ADEUPa des obligations mentionnées à l'article 6, la participation de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas sera versée selon les procédures comptables en vigueur. Les sommes convenues seront versées par la Communauté sur le compte ouvert au nom de l'ADEUPa auprès du Crédit Mutuel de Bretagne :

Code banque : 15589 ; code guichet : 29718

Numéro de compte : 00757504040 ; clé : 12



## **ARTICLE 5 – ACTIONS SPECIFIQUES**

Des subventions complémentaires pourront éventuellement être versées à l'ADEUPa pour d'autres actions présentant un intérêt partagé pour plusieurs membres de l'agence et relevant à ce titre du programme de travail partenarial.

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas peut en outre confier à l'ADEUPa des études ou missions ponctuelles, rémunérées en tant que telles, hors champ d'application de la présente convention. Ces études ou missions ponctuelles, réalisées par l'ADEUPa pour des membres ou des tiers, donnent alors lieu à rémunération spécifique assujettie à la TVA.

## **ARTICLE 6 – OBLIGATIONS - COMPTABLES ET D'EVALUATION - DE L'ADEUPA**

L'ADEUPa s'engage à :

- > Fournir un compte-rendu financier au plus tard six mois après la clôture comptable de chaque exercice,
- > Fournir un rapport d'activité, validé par le Conseil d'Administration de l'Agence,
- > Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé,
- > Faire procéder, dans le cadre des obligations comptables auxquelles l'association est soumise, au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes et à transmettre dans les délais utiles tout rapport produit par ceux-ci,
- > Faciliter tout contrôle éventuel, lié à l'attribution de fonds publics, par l'administration d'Etat, la Chambre régionale des comptes ou tout autre organisme de contrôle, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- > Garantir la communication à Brest métropole et à l'ensemble de ses membres, des études et travaux réalisés au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 7 – AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

#### **ARTICLE 8 - PROPRIETE DES ETUDES ET DIFFUSION DES RESULTATS**

Comme indiqué dans la note technique du 30 avril 2015, l'ADEUPa est propriétaire de l'ensemble des productions (études, données statistiques et cartographiques) élaborées au titre du programme partenarial. Chacun de ses membres y a accès et peut les utiliser sous réserve de la mention des sources et de la référence à l'ADEUPa.

L'Agence s'engage à assurer la diffusion des résultats des études qu'elle conduit en concertation avec ses membres.

#### **ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES**

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et l'ADEUPa s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait survenir quant à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

A défaut d'un tel accord, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes.

Fait à Brest, le

Le Président de La Communauté  
de Communes du Pays de  
Landerneau-Daoulas,

Patrick Leclerc

Le Président  
de l'ADEUPa,

François Cuillandre